

**Commission économique pour l'Europe****Comité des forêts et de l'industrie forestière****Soixante-dix-huitième session**

Genève, 4-6 novembre 2020

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Économie et marchés forestiers**Projet de déclaration sur les marchés des produits forestiers****Note du Secrétariat***Résumé*

Le présent document, qui décrit brièvement la situation des marchés des produits forestiers dans la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) en 2019 et pendant le premier semestre de 2020, sera le point de départ d'une Déclaration sur les marchés qui sera établie à partir i) des résultats du débat sur la situation du marché, ii) des précisions fournies par les États membres dans leur déclaration sur le marché national et iii) des informations complémentaires qui seront disponibles au moment de la réunion.

Les États membres sont invités à faire des déclarations concernant les questions et les faits nouveaux importants ayant trait à leur marché national des produits forestiers et à siéger au comité de rédaction de la Déclaration sur les marchés du Comité des forêts et de l'industrie forestière. Le secrétariat invite les délégations à participer au débat sur la situation du marché en traitant en particulier, dans la déclaration sur le marché de leur pays, les questions suivantes :

- Les conséquences de la situation liée à la COVID-19 sur les forêts et les activités économiques connexes et les mesures mises en œuvre ou prévues pour en atténuer les effets ;
- Les perturbations biotiques et abiotiques subies par les forêts, leurs incidences sur les marchés et le commerce des produits forestiers et les mesures déjà mises en œuvre ou prévues par le pays pour en atténuer les conséquences économiques et écologiques ;
- Les forêts et les activités économiques connexes dans le contexte d'une bioéconomie circulaire ;
- Les mesures relatives aux énergies renouvelables et leurs incidences sur les marchés de produits forestiers.

Le Comité est invité à examiner les informations figurant dans le présent document et à proposer d'éventuelles modifications à intégrer dans la version définitive de la Déclaration sur les marchés, qui sera annexée au rapport de la réunion. Des exemplaires de la Déclaration seront mis à la disposition des représentants après que le comité de rédaction en aura révisé le texte.



I. Introduction

1. Le présent document a un double objectif, à savoir : 1) présenter un résumé analytique de la Revue annuelle du marché des produits forestiers 2019-2020¹ ; 2) servir de point de départ et de fil conducteur pour la rédaction de la Déclaration sur les marchés pendant la session du Comité.
2. Les représentants sont invités à examiner les informations figurant dans le présent document et à proposer d'éventuelles modifications à intégrer dans la version définitive de la Déclaration sur les marchés. Ces modifications seront apportées au cours de la réunion du comité de rédaction dont le calendrier sera annoncé au début du débat sur la situation du marché.
3. Les points clefs des déclarations sur le marché national communiquées par les différents pays avant la réunion et le débat sur la situation du marché seront intégrés dans le présent document ainsi que les révisions issues de la réunion, pour former la version définitive de la Déclaration sur les marchés (qui sera annexée au rapport final de la session).
4. Les participants sont invités à faire des déclarations concernant les questions et les faits nouveaux importants ayant trait à leurs marchés national et régionaux des produits forestiers.
5. Le comité de rédaction aura à sa disposition le texte ci-après du projet de Déclaration sur les marchés. La version définitive de la Déclaration sera disponible dans l'après-midi suivant la réunion du comité de rédaction.

II. Aperçu de la situation des marchés des produits forestiers en 2019 et 2020

6. Malgré une croissance économique relativement bonne, la consommation globale de produits forestiers dans la région de la CEE a légèrement diminué en 2019 par rapport à 2018, la consommation de bois rond industriel, de bois de sciage, de panneaux à base de bois et de pâte à papier étant en baisse. Cette baisse est largement imputable à l'Europe et à l'Amérique du Nord, puisque les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) ont connu une croissance relativement satisfaisante de la production de bois de sciage (5 %), le bois rond industriel étant la seule production dont la consommation a diminué. Il convient de garder à l'esprit que, par rapport à 2015, la croissance a été positive pour tous les produits autres que la pâte à papier et le papier (voir tableau 1).
7. Avant que la pandémie de COVID-19 ne touche la région de la CEE, l'année 2020 avait commencé dans la continuité de 2019. Il est intéressant de noter que le secteur forestier semble moins touché par la COVID-19 que beaucoup d'autres domaines d'activité. En effet, jugé essentiel par de nombreux pays, il a pu poursuivre ses activités pendant la période de confinement, et pour la plupart des produits forestiers la demande a été, du moins à court terme, plus soutenue que prévue, surtout après la fin du premier semestre. Toutefois, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une anomalie à court terme et si la chute du produit intérieur brut (PIB) et des revenus des pays de la CEE ne finira pas par se répercuter sur la consommation des produits forestiers. Au début du mois d'août, les prévisions de l'OCDE concernant le PIB réel annonçaient une baisse de 11 % dans la zone euro, de 10 % dans la Fédération de Russie et de 9 % pour l'Amérique du Nord².

¹ Les citations et les références sont omises dans le présent document afin de réduire la quantité de texte. Toutes les citations et références peuvent être consultées dans les chapitres pertinents de la Revue annuelle du marché des produits forestiers 2019-2020 (UNECE/FAO.2020, Revue annuelle du marché des produits forestiers 2019-2020, à paraître).

² Organisation de coopération et de développement économiques, 2020, *Real GDP forecast* (prévisions concernant le PIB réel) : <https://data.oecd.org/gdp/real-gdp-forecast.htm>.

Tableau 1

Consommation apparente de bois rond industriel, de bois de sciage, de panneaux à base de bois et de papier et de carton dans la région de la CEE (2015-2019)

	<i>En milliers de</i>	2015	2016	2017	2018	2019	<i>Variation (en volume) 2018-2019</i>	<i>Variation (en %) 2018-2019</i>	<i>Variation (en %) 2015-2019</i>
Bois rond industriel									
Europe	m ³	401 548	410 042	409 358	441 652	424 913	-16,739.7	-3.8	5,8
EOCAC	m ³	185 471	194 721	198 419	226 348	213 170	-13,177.9	-5.8	14,9
Amérique du Nord	m ³	494 222	516 384	513 350	534 285	522 862	-11,423.8	-2.1	5,8
Région de la CEE	m ³	1 081 241	1 121 148	1 121 127	1 202 286	1 160 944	-41,341.3	-3.4	7,4
Bois de sciage									
Europe	m ³	103 760	107 552	110 809	112 780	112 393	-387	-0.3	8,3
EOCAC	m ³	17 219	16 689	17 792	17 039	17 890	850	5,0	3,9
Amérique du Nord	m ³	112 603	117 570	118 392	120 097	117 491	-2,605	-2.2	4,3
Région de la CEE	m ³	233 582	241 811	246 992	249 916	247 774	-2,142	-0.9	6,1
Panneaux à base de bois									
Europe	m ³	68 738	72 065	74 556	77 019	76 378	-641	-0.8	11,1
EOCAC	m ³	17 131	16 687	18 351	21 198	21 326	128	0,6	24,5
Amérique du Nord	m ³	53 073	54 270	56 603	54 771	53 060	-1,711	-3.1	0,0
Région de la CEE	m ³	138 943	143 023	149 511	152 988	150 765	-2,223	-1.5	8,5
Papier et carton									
Europe	tonnes	88 365	88 407	89 396	88 949	85 466	-3,483	-3.9	-3.3
EOCAC	tonnes	9 106	9 561	9 507	10 016	10 052	36	0,4	10,4
Amérique du Nord	tonnes	75 651	75 602	75 037	74 445	71 835	-2,609	-3.5	-5.0
Région de la CEE	tonnes	173 123	173 571	173 940	173 410	167 353	-6,056	-3.5	-3.3

Note : Les traverses de chemin de fer ne font pas partie de la catégorie des bois de sciage.

Source : FAOSTAT, 2020 ; CEE/FAO, 2020.

A. L'évolution de la situation économique et ses incidences sur le secteur forestier

8. L'activité économique a nettement ralenti dans la région de la CEE en 2019. Ce ralentissement s'est généralisé et a touché toutes les sous-régions, dans un contexte général dominé par l'augmentation des tensions commerciales, le fléchissement de la croissance mondiale et la montée des incertitudes. Cet environnement extérieur défavorable a entraîné une baisse de l'activité manufacturière et un ralentissement des dépenses d'investissement affectant tout particulièrement les pays les plus ouverts au commerce mondial. Dans la zone euro, la contribution de la demande extérieure à la croissance a continué à diminuer. Aux États-Unis, la faiblesse de la demande intérieure explique ce ralentissement. Par contre, dans les pays de l'EOCAC, les facteurs extérieurs ont joué un rôle déterminant dans le ralentissement observé. Au début de l'année 2020, la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement adoptées pour enrayer sa propagation ont porté un coup terrible à la région et au-delà. Les pays dont le secteur des services est important ont été particulièrement touchés. Dans les pays de l'EOCAC, la baisse des prix des produits de base a accentué la tendance à la contraction, malgré une certaine reprise par rapport aux creux précédents. Les efforts déployés pour contenir la pandémie ont été plus ou moins fructueux dans la région, mais les perspectives économiques restent incertaines.

9. L'évolution du marché du travail est restée positive en 2019. Le taux de chômage dans la zone euro a atteint les niveaux d'avant la crise et les différences entre les pays de l'union monétaire se sont réduites. En ce qui concerne le marché du travail, on constate

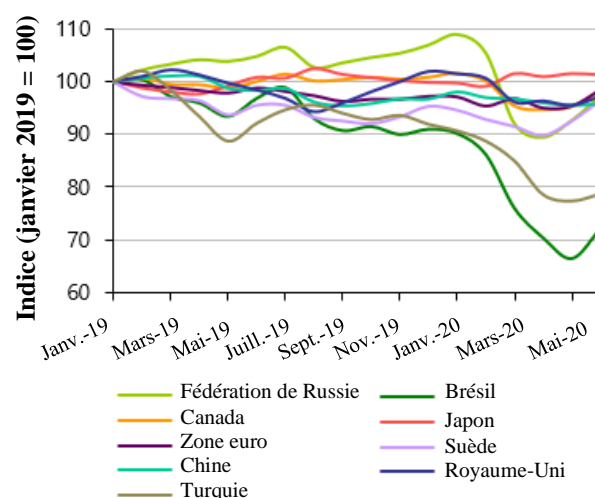
après des années de contraction une diminution du recours au travail temporaire. Toutefois, on pouvait déjà observer à la fin de 2019 un fléchissement de la dynamique, parallèlement à l'affaiblissement de l'économie. Dans les pays de l'EOCAC, le chômage a de nouveau enregistré un recul. Ces améliorations ont toutefois brutalement pris fin avec la pandémie de COVID-19. Les activités de services frappées par la crise sont particulièrement créatrices d'emplois. Dans l'Union européenne (UE), l'augmentation du chômage au début de 2020 a été limitée grâce à des programmes de sauvegarde de l'emploi financés par les pouvoirs publics, une situation qui contraste fortement avec celle des États-Unis, où le taux de chômage a atteint un nombre à deux chiffres au deuxième trimestre de 2020, mettant ainsi fin à une décennie de création d'emplois. Bien qu'il soit encore difficile de prévoir si les effets sur l'emploi seront durables, une plus grande dispersion des taux de chômage au sein de l'UE semble probable, ce qui correspondrait aux effets variables de la crise.

10. Si les coûts salariaux ont augmenté, l'impact de cette hausse sur l'inflation est resté modéré, ce qui a permis d'accroître le pouvoir d'achat des ménages. Dans l'UE, le rythme de la croissance du revenu réel des ménages s'est accéléré, mais cette croissance a été plus marquée que par le passé par le fait que les salaires augmentaient plutôt que l'emploi, d'où un moindre impact sur la consommation. Dans la zone euro, le taux d'épargne des ménages, qui avait augmenté régulièrement en 2019, a explosé au début de l'année 2020, lorsque les pays ont commencé à prendre des mesures de confinement pour endiguer la COVID-19. Aux États-Unis, le taux d'épargne est resté stable en 2019, mais il a grimpé en flèche début 2020. Des mesures fiscales mises en place en 2019 ont permis d'améliorer la croissance des revenus des ménages dans certains pays, notamment dans plusieurs pays d'Europe centrale. Dans l'ensemble, l'amélioration du marché du travail a continué à stimuler la consommation dans l'UE. Aux États-Unis au contraire, le ralentissement de la consommation explique pour moitié celui de la croissance de la production en 2019.

11. En l'absence de pressions inflationnistes et face au ralentissement de l'activité économique, les autorités monétaires ont continué à assouplir leur politique. Au second semestre 2019, la Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique a abaissé la fourchette des taux cible des titres fédéraux de 75 points de base, et elle l'a réduite de 150 points au cours des premiers mois de 2020. Dans la zone euro, les taux d'intérêt ont continué à descendre en dessous de zéro et la Banque centrale européenne (BCE) a renoué en novembre 2019 avec les achats nets d'actifs, lesquels seront maintenus aussi longtemps que nécessaire. Dans la Fédération de Russie, les taux ont été progressivement mais régulièrement réduits depuis la mi-2019. L'euro a poursuivi le glissement par rapport au dollar des États-Unis amorcé en 2018, sur fond de risques politiques croissants, de tensions commerciales et d'écarts défavorables des taux d'intérêt. Toutefois, la tendance s'est inversée en 2020, avec la réévaluation des perspectives économiques relatives. La baisse des prix des matières premières a mis sous pression les taux de change dans plusieurs des pays de l'EOCAC en 2020 (voir graphique 1).

Graphique 1

Principales devises utilisées dans le commerce des produits forestiers, indexées par rapport au dollar É.-U. (janvier 2019-juin 2020)



Note : Une diminution de la valeur de l'indice indique un affaiblissement de la valeur de la monnaie nationale par rapport au dollar É.-U. ; une augmentation de la valeur de l'indice indique un accroissement de la valeur de la monnaie nationale par rapport au dollar É.-U.

Source : Fonds monétaire international (données du FMI), 2020.

12. Les perspectives économiques semblent très incertaines, puisqu'on ne sait pas exactement combien de temps durera la pandémie et quelle sera son ampleur, et dans la mesure où on ignore s'il sera nécessaire de prendre d'autres mesures restrictives. L'activité économique, qui avait considérablement ralenti, a rebondi une fois que les restrictions à la mobilité ont été assouplies, et grâce à d'importantes mesures de relance. Toutefois, après un tel creux, la reprise sera insuffisante pour empêcher une forte contraction de la production dans la région en 2020, même si l'on échappe à une nouvelle vague d'infections au cours du second semestre. La crise relative à la COVID-19 risque de laisser des séquelles durables, qui se traduiront par une perturbation de l'économie et par une hausse du chômage. Si les autorités monétaires ont contribué à stabiliser les marchés financiers, de nouvelles turbulences financières ne sont pas à exclure, ce qui aurait des conséquences négatives sur l'accès des entreprises aux financements et sur les coûts de financement. La diminution probable des investissements productifs nets, déjà faibles avant la crise, risque d'assombrir les perspectives de croissance à moyen terme. L'éventualité d'une absence d'accord à la fin de la période de transition suivant le départ du Royaume-Uni de l'UE ne peut encore être totalement écartée, ce qui assombrit encore les perspectives économiques.

B. Éléments nouveaux en matière de politique et de réglementation ayant une incidence sur le secteur des produits forestiers

13. En 2019, l'Office fédéral des forêts de la Fédération de Russie a examiné les concessions attribuées, dans 64 régions, à des entreprises ayant réalisé dans des activités du secteur forestier des investissements conformes aux conditions fixées. Cet examen, qui a permis de mettre au jour plus de 2 000 violations, a débouché sur la résiliation de 32 concessions représentant 2 millions de m³. Le Gouvernement russe a ensuite porté le niveau d'investissement minimum de 500 millions de roubles (7,98 millions de dollars É.-U.) à 2 milliards de roubles (31,91 millions de dollars É.-U.) pour les projets de modernisation, et de 750 millions de roubles (11,97 millions de dollars É.-U.) à 3 milliards de roubles (47,87 millions de dollars É.-U.) pour les projets de création d'infrastructures.

14. En avril 2020, le Gouvernement de la Fédération de Russie a lancé un programme de promotion de l'achat de maisons en bois en accordant une aide à l'emprunt pouvant atteindre 350 000 roubles (5 600 dollars É.-U.). En mars, avant même la date d'entrée en vigueur de la mesure, le nombre de demandes de construction de maisons en bois avait augmenté de 30 % par rapport à la même période de l'année 2019. Cette augmentation peut être liée au fait que les citoyens souhaitent échapper à la COVID-19. Dans un délai de six mois, l'ensemble de la production, de la construction et des ventes de ces maisons pourrait augmenter de 15 à 20 %.

15. Les politiques ont essentiellement porté, dans la sous-région Europe, sur les changements climatiques et l'économie circulaire ; dans l'EOCAC, c'est l'exploitation légale et durable des forêts et l'utilisation accrue du bois pour la construction qui a occupé le devant de la scène ; aux États-Unis en revanche, ce sont les désaccords commerciaux qui ont dominé les politiques relatives aux produits forestiers.

16. L'urgence qu'il y a à s'attaquer aux changements climatiques continue de se faire sentir dans les initiatives des pouvoirs publics et du secteur privé. En avril 2020, 45 pays avaient mis en place une tarification du carbone, soit en taxant les combustibles fossiles, soit en instaurant des programmes de plafonnement et d'échange. Aux États-Unis, en juin 2020, 237 entreprises réparties dans 44 comtés et représentant une capitalisation boursière de plus de 3 600 milliards de dollars É.-U. s'étaient engagées à atteindre des objectifs de réduction des émissions ambitieux.

17. Au titre du pacte vert pour l'Europe, présenté par la Commission européenne en décembre 2019, 25 % du budget de l'UE est consacré à l'action climatique. Ce dispositif fait partie intégrante de la stratégie de la Commission concernant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable des Nations Unies. Certains des volets de l'action climatique peuvent être particulièrement pertinents pour les forêts et les produits forestiers : i) le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre des secteurs de l'électricité, de l'industrie et des transports aériens au sein de l'UE ; ii) les objectifs fixés à l'échelon national pour les secteurs non soumis au système d'échange de droits d'émission, tels que les transports, le bâtiment et l'agriculture ; iii) l'utilisation effective des forêts et des terres dans la lutte contre les changements climatiques ; iv) le renforcement de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de la gestion des politiques énergétiques et climatiques des pays de l'UE.

18. Une part importante du budget consacré à l'action climatique sera investie dans la biodiversité et dans les solutions fondées sur la nature. La stratégie relative à la biodiversité présentée met en évidence les engagements clefs suivants en ce qui concerne la protection de la nature d'ici à 2030 : i) protéger juridiquement au moins 30 % de la surface terrestre et 30 % du domaine maritime de l'UE et intégrer des corridors écologiques dans un véritable réseau transeuropéen de la nature ; ii) exercer une surveillance rigoureuse sur au moins un tiers des zones protégées de l'UE, y compris toutes les forêts primaires et anciennes qui subsistent dans cette région ; iii) gérer efficacement toutes les zones protégées, en définissant des objectifs et des mesures de conservation clairs et en contrôlant de manière appropriée leur mise en œuvre.

19. Le Conseil européen a affirmé que l'UE devait renouveler sa stratégie forestière pour renforcer la cohérence des politiques de l'Union en la matière après 2020. Les principaux objectifs de cette nouvelle stratégie seront une politique de boisement efficace, la préservation et la restauration des forêts existantes afin d'accroître leur capacité d'absorption et de stockage du CO₂, de promouvoir la bioéconomie et de réduire l'impact et l'étendue des incendies, tout en protégeant la biodiversité. Cette stratégie portera sur l'ensemble du cycle forestier et favorisera les nombreux bienfaits écologiques et socio-économiques imputables aux forêts.

20. La sous-région Europe, en particulier l'Europe centrale, a subi plusieurs attaques massives d'*Ips typographus* (scolyte de l'épicéa) depuis 1970. La superficie touchée, qui ne totalisait que 2 millions de m³ environ pendant la période 1971-1980, avait déjà atteint 14,5 millions de m³ pendant la période 2002-2010. Ces chiffres sont cependant dérisoires

par rapport à l'ampleur actuelle du phénomène, qui touche plus de 200 millions de m³ et semble poursuivre sa progression en 2020.

21. Le volume de bois récupéré provenant des arbres endommagés par les coléoptères a dépassé les 50 millions de m³ en 2018 (principalement de l'épicéa). L'épidémie s'est aggravée en 2019, année où les quantités récupérées ont presque doublé par rapport à 2018. En ce qui concerne l'année 2020, les estimations préliminaires montrent que le volume de bois récupéré restera au même niveau qu'en 2019.

22. Si, à long terme, cette infestation entraînera une baisse du volume des récoltes de bois à venir, elle a pour conséquence immédiate une offre excédentaire de bois rond industriel et donc l'effondrement des cours (une quantité abondante de matière première bon marché étant à la disposition des scieries). Une part importante du bois d'épicéa récupéré a été exportée vers la Chine, souvent dans des conteneurs qui auraient sans cela été renvoyés vides en Chine. La République tchèque et l'Allemagne sont désormais d'importants pays exportateurs de bois rond industriel.

23. La superficie des forêts certifiées dans le monde atteignait 430 millions d'hectares à la mi-2019. Cela représentait une augmentation de 1,4 % par rapport à la mi-2018 et un peu moins que le niveau atteint à la mi-2017. La superficie des forêts bénéficiant d'une double certification a atteint 93 millions d'hectares (soit une progression de 8 %) à la mi-2019. Selon les données préliminaires, la superficie forestière certifiée pourrait avoir atteint à la mi-2020 le niveau le plus élevé jamais enregistré. Cela ne pourra être confirmé que lorsque les informations sur la superficie forestière doublement certifiée seront disponibles.

24. L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), successeur de l'ALENA qui a pris fin le 30 juin 2020, est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2020. Une analyse réalisée par l'USITC montre que l'ACEUM pourrait faire progresser le PIB réel des États-Unis de 68,2 milliards de dollars É.-U. (0,35 %) et augmenter le nombre d'emplois dans ce pays de 176 000 (0,12 %). Cette analyse souligne également que si le chapitre de l'Accord consacré à l'environnement fait référence aux technologies propres en tant que moyen d'améliorer les performances environnementales et économiques et au rôle que jouent les forêts dans le stockage du carbone, il se montre par ailleurs très peu ambitieux en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et l'atténuation des changements climatiques.

25. Le Service d'inspection de santé animale et végétale du Ministère de l'agriculture des États-Unis (APHIS) a annoncé la mise en œuvre de la sixième phase du calendrier d'application de la loi Lacey, avec entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2020. Adoptée en 1900, la loi Lacey a pour objet de lutter contre le trafic d'animaux sauvages, de poissons ou de végétaux. La loi sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (Food, Conservation, and Energy Act) de 2008 a modifié la loi Lacey en disposant que les importateurs devaient, pour certains produits, soumettre une déclaration au moment de l'importation. L'APHIS s'emploie, depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2009, à étendre progressivement les mesures visant au respect de l'obligation de déclaration à tous les produits concernés. Les produits ajoutés au calendrier d'application de la sixième phase comprennent certaines huiles essentielles (cèdre, santal, etc.), les caisses et les coffres en bois, les panneaux à grandes particules orientées (OSB), les boîtes, les casiers, les palettes et les instruments de musique (clarinettes, tambours, etc.).

26. Le Service des forêts du Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) est en train de réviser la réglementation concernant la loi sur la politique environnementale nationale (NEPA) qui encadre l'analyse environnementale et la prise de décision pour cet organisme, y compris la gestion des forêts et les activités de récolte. La dernière révision de la réglementation liée à la NEPA effectuée par le Service des forêts de l'USDA remonte à 2008, et la réforme proposée vise à permettre une prise de décisions plus rapide et fondée sur une analyse scientifique de haute qualité, ainsi qu'à améliorer la mise en œuvre des projets tout en respectant les responsabilités environnementales.

III. Tour d'horizon des marchés régionaux et sous-régionaux des principaux produits forestiers

A. Matière première bois

27. Dans la région de la CEE, la consommation totale de bois rond – qui englobe les grumes utilisées à des fins industrielles ou comme combustible – a été estimée à 1,4 milliard de m³ en 2019, soit la première diminution après six années consécutives d'augmentation. Si la consommation apparente de grumes à des fins industrielles diminué de 3,2 %, pour atteindre 1,16 milliard de m³, ce chiffre est encore supérieur de 7,5 % à celui de 2015. Environ 18 % (260 millions de m³) du volume total de bois rond récolté dans la région de la CEE en 2019 a été utilisé comme combustible, soit une diminution de 3,7 millions de m³ (-1,4 %) par rapport à 2018.

28. Les pays de la région de la CEE fournissent 60 % de l'approvisionnement mondial en bois, ce qui représente une part importante ; sept pays de la région figurent parmi les 10 premiers pays exportateurs de bois rond industriel dans le monde. La République tchèque, qui a exporté 15 millions de m³ de bois rond de conifères, est devenue le troisième pays exportateur mondial de bois rond industriel en 2019. Les États-Unis ont chuté à la sixième place.

29. Les exportations russes de grumes sont en déclin depuis plus d'une décennie. En 2006, le pays a exporté un volume record de 37 millions de m³ de grumes de résineux, mais ce volume était tombé à seulement 7,2 millions de m³ en 2019, soit 35 % de moins qu'en 2018.

30. Les plus fortes augmentations de la production européenne de grumes au cours des deux dernières années ont été enregistrées en République tchèque (+50 % par rapport à 2017, pour atteindre 25,5 millions de m³ en 2019) et en Allemagne (+23 % par rapport à 2017, pour atteindre 53 millions de m³ en 2019). Cette augmentation, qui est due à la récupération des arbres touchés par le scolyte, a été absorbée par les industries nationales ainsi que par les fabricants de produits forestiers des pays voisins et de la Chine.

31. En Europe, en 2019, les principaux flux de grumes allaient de la République tchèque vers l'Autriche et l'Allemagne, de la Norvège vers la Suède, de la Pologne vers l'Allemagne et de l'Allemagne vers l'Autriche.

32. En 2019, le plus grand bénéficiaire de l'excédent de grumes en Europe a été de loin la Chine, qui a déplacé ses sources d'approvisionnement de l'Amérique du Nord et de la Fédération de Russie vers l'Océanie et l'Europe. Les importations chinoises de grumes en provenance d'Europe ont été multipliées par 20 entre 2017 et 2019. Le volume des importations de ce pays en provenance des États-Unis a au contraire chuté de 80 % en moins de deux ans, passant de 1,5 million de m³ au troisième trimestre 2018 à 0,32 million de m³ au premier trimestre 2020.

33. La Chine est de loin le premier importateur mondial de bois rond industriel, et le volume de ses importations a encore augmenté en 2019. Elle a importé quatre fois plus de bois rond industriel en 2019 que la totalité des neuf autres pays en tête du palmarès des 10 premiers importateurs extrarégionaux.

B. Bois de sciage

34. Les trois sous-régions de la CEE ont enregistré des résultats mitigés en ce qui concerne la consommation de bois de sciage de résineux en 2019 : des baisses modestes ont été enregistrées en Europe (-1,8 %) et en Amérique du Nord (-2,7 %), mais elles ont été compensées par une progression en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale (EOCAC) (+5,3 %). La production de bois de sciage de résineux a également été inégale : l'Europe a enregistré une légère hausse (+0,6 %) et l'EOCAC a augmenté de 3,2 %, mais l'Amérique du Nord a connu une baisse (-3,9 %).

35. En Europe, la baisse de la demande et l'augmentation de la production se sont traduites par une augmentation du volume des exportations de bois de sciage de résineux (+3,4 %), l'offre abondante de bois d'épicéa à bas prix ayant permis à l'Europe centrale et aux pays scandinaves d'accroître leur production et leurs exportations. Le volume des exportations européennes de bois de sciage de résineux a augmenté pour atteindre 55,6 millions de m³ en 2019, mais les prix moyens à l'exportation par m³ ont diminué de 9,8 %.

36. En 2019, la sous-région de l'EOCAC a produit 48,7 millions de m³ de bois de sciage de résineux (+3,2 % par rapport à 2018) et exporté 37,4 millions de m³ de ce produit (+1,7 %).

37. La production nord-américaine de bois de sciage de résineux s'est élevée à 101,6 millions de m³ en 2019 (-3,9 % par rapport à 2018). Les exportations ont fortement diminué (-7,7 %) pour atteindre 30,0 millions de m³, les États-Unis enregistrant une baisse de 20,1 % (-581 000 m³) et le Canada une baisse de 6,5 % (-1,9 million de m³). Les importations de l'Amérique du Nord ont baissé à 25,2 millions de m³ (-4,1 %).

38. La consommation et la production de bois de sciage de feuillus ont également été inégales dans la région de la CEE, malgré une bonne situation économique dans la majeure partie de la région en 2019.

39. La région de la CEE est exportatrice nette de bois de sciage de feuillus ; seule la sous-région Europe exporte moins qu'elle n'importe. La consommation apparente a augmenté de 10 % en Europe et de 30 % dans les pays de l'EOCAC. En Amérique du Nord, la consommation est toutefois restée stable, bien qu'à un niveau bien plus élevé qu'en Europe et dans les pays de l'EOCAC réunis.

40. La production européenne de bois de feuillus a augmenté de 2,1 % en 2019, pour atteindre 14,4 millions de m³, la consommation s'élevant à plus de 15 millions de m³. Dans les pays de l'EOCAC, la production de bois de sciage de feuillus a augmenté de 3,2 %, pour atteindre 4,2 millions de m³, et la consommation a atteint 1,9 million de m³. En Amérique du Nord, la consommation de bois de sciage de feuillus est restée stable en 2019, à 20,8 millions de m³, et la production a légèrement diminué (-2,1 %), à 23,4 millions de m³.

41. La Chine a continué à dominer les importations de bois de sciage d'essences des régions tempérées et tropicales en 2019, avec un volume d'importations de plus de 38 millions de m³ (8,6 milliards de dollars É.-U.). Les pays de la région de la CEE dominent les exportations mondiales de bois de sciage, le Canada et la Russie occupant de loin les premiers rangs.

42. Les plus gros fournisseurs de bois de sciage d'essences tropicales de la région de la CEE sont la Thaïlande et la Malaisie, qui ont toutes deux connu une baisse de leur production en 2019, laquelle se poursuivra probablement en 2020.

C. Panneaux à base de bois

43. Dans la région de la CEE, la situation en 2019 a été globalement contrastée pour le secteur des panneaux à base de bois. Dans l'ensemble, la production de panneaux a légèrement reculé (de 0,7 %) dans cette région, tandis que la consommation apparente diminuait de 1,5 %, malgré une croissance économique relativement satisfaisante. La consommation de panneaux structuraux (contreplaqué et OSB) a diminué de 4,0 % en 2019, tandis que la consommation de panneaux non structurels augmentait de 0,2 %.

44. En Europe, la consommation totale de panneaux à base de bois a diminué de 0,8 % pour atteindre 76,4 millions de m³ en 2019. La consommation apparente de panneaux structuraux y a été faible (-3,4 %). Avec la diminution des importations (-1,6 %) et l'augmentation des exportations (+1,9 %), la production n'a diminué que de -1,4 %. En Europe, la consommation de panneaux non structuraux est restée stable et la production a légèrement diminué (-0,8 %) en raison d'une baisse des exportations (-1,4 %).

45. La consommation apparente de panneaux à base de bois a augmenté de 0,6 % en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale en 2019, pour atteindre 21,3 millions de m³. La production a augmenté de 1,1 % en 2019, pour atteindre 26,2 millions de m³. La Fédération de Russie a produit 17,6 millions de m³ de panneaux à base de bois, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 2018.

46. En Amérique du Nord, La consommation apparente de panneaux à base de bois a diminué de 3,1 % en 2019, ce qui est largement imputable à la politique commerciale des États-Unis, qui a entraîné une baisse de la valeur des exportations de ce pays et du Canada de 9,7 % et 21,9 %, respectivement. La capacité de production a augmenté de 1 %, tandis que le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie nord-américaine des panneaux structuraux diminuait, passant de 78 % en 2018 à 75 % en 2019.

47. En 2019 comme les années précédentes, l'Indonésie et la Malaisie étaient les principaux exportateurs de contreplaqués de bois tropicaux, comptant ensemble pour plus de 71 % des exportations mondiales.

D. Papier, carton et pâte à papier

48. L'industrie mondiale de la pâte à papier, du papier et du carton a connu un fléchissement général en 2019 par rapport à 2018 (année où les prix de la pâte à papier avaient atteint des niveaux records et où la demande de carton était forte). La production de papier graphique a diminué en raison des fermetures d'entreprises et de la réduction de la consommation, conséquences de l'augmentation des communications électroniques. La croissance de la consommation de papier à usage sanitaire et domestique, de certains produits en carton et papiers spéciaux, ainsi que des pâtes à papier, y compris les flocons et la pâte à dissoudre, s'est au contraire poursuivie.

49. Les prix des papiers d'impression et d'écriture et du papier journal ont baissé en 2019 dans les pays de l'EOCAC en raison d'une baisse de la demande, mais les prix du carton et du papier absorbant sont restés relativement stables. Les prix de la pâte marchande ont considérablement baissé en 2019 après une hausse rapide en 2018.

50. La production de papiers graphiques a diminué dans l'ensemble de la région de la CEE en 2019 : -7,1 % dans la sous-région Europe, -0,2 % dans les pays de l'EOCAC et -11,2 % en Amérique du Nord. La consommation apparente a également chuté dans les trois sous-régions : -7,1 % dans la sous-région Europe, -10,4 % dans les pays de l'EOCAC et -10,7 % en Amérique du Nord.

En 2019, la consommation apparente de matériaux de conditionnement a diminué en Europe (de 2,8 %, soit la première baisse depuis 2011) et en Amérique du Nord (de 1,7 %, soit la première baisse depuis 2013) ; elle a par contre augmenté de 2,4 % dans les pays de l'EOCAC.

E. Bois-énergie

51. L'énergie à base de bois traditionnelle continue à jouer un rôle majeur dans la région de la CEE. La production y aurait légèrement diminué (de 5 millions de m³), 270 millions de m³ de bois de chauffage y ayant été récoltés et consommés en 2019. Le bois de chauffage traditionnel est souvent commercialisé sur des marchés informels et de nombreux experts considèrent que les volumes officiellement déclarés sont sous-évalués. Dans certains pays, les volumes officiellement déclarés peuvent ne représenter qu'un tiers du marché réel.

52. Les combustibles modernes à base de bois, à savoir les granulés de bois à usage industriel (électricité et production combinée de chaleur et d'électricité) et domestique (production de chaleur) sont en constante progression. La région de la CEE est l'épicentre de la production et de la consommation de granulés de bois. À l'échelle mondiale, 80 % des granulés y sont produits et 90 % des exportations mondiales en proviennent.

53. En 2019, 36,7 millions de tonnes ont été produites dans la région de la CEE (+8,8 %), l'Europe étant la sous-région qui consomme de loin le plus, et l'Amérique du Nord a confirmé sa position dominante en tant que premier exportateur mondial de granulés de bois.

54. La sous-région de l'EOCAC a connu les augmentations de production annuelle les plus fortes (Fédération de Russie, 14 %, et Bélarus, 36 %).

55. Les politiques en matière d'énergies renouvelables qui visent à réduire la part des combustibles fossiles dans le bouquet énergétique national jouent un rôle essentiel dans l'augmentation de la demande et du commerce international. Le Japon et les Pays-Bas sont deux exemples de pays où une telle politique a stimulé la demande de granulés de bois en 2019.

56. Le Viet Nam, seul pays en dehors de la région de la CEE dont la production de granulés de bois est importante, pourrait bientôt devenir le deuxième exportateur mondial de ce type de produits. La Corée du Sud et le Japon sont les deux seuls pays en dehors de la région de la CEE à être de gros importateurs de granulés de bois.

F. Produits bois à valeur ajoutée

57. Les produits bois à valeur ajoutée sont des matières premières ligneuses qui ont été transformées en meubles, en ouvrages de menuiserie et de charpenterie pour la construction, en profilés bois et en produits bois de haute technologie. La demande dépend de facteurs tels que la croissance économique, la situation des secteurs du logement, du bâtiment, de la mode et de l'esthétique industrielle, et la démographie.

58. La catégorie des ouvrages de menuiserie et de charpenterie comprend une large gamme de produits en bois, tels que les fenêtres et les portes, les parquets préassemblés, les poteaux et les poutres, les bardeaux et les produits bois de haute technologie, dont les poutres à sections transversales en I (ou bois abouté), les sciages de bois abouté structurel, le bois lamellé-collé (sciages collés en poutres), le bois en placage stratifié (LVL), et les panneaux en bois massif, dont le bois lamellé-croisé (CLT). Les profilés sont des pièces de bois transformées mécaniquement en moulures, en lattes à languettes et rainures ou en panneaux à recouvrement partiel.

59. Malgré une croissance économique relativement satisfaisante et une conjoncture par ailleurs favorable, 2019 a été une année médiocre pour la plupart des produits du bois à valeur ajoutée, tels que les meubles, les ouvrages de menuiserie et de charpenterie et le bois profilé. Curieusement, la première moitié de 2020 semble avoir été meilleure, pour de nombreux produits de cette catégorie, que ce que la plupart des analystes prévoyaient.

60. La production et la demande de bois lamellé-croisé (CLT) ont continué à croître à un rythme étonnant. La capacité de production mondiale pour 2020 est estimée à 2,8 millions de m³, dont 48 % en Europe, 43 % en Amérique du Nord, 6 % en Océanie et 3 % en Asie (l'Amérique du Sud et l'Afrique ont des volumes de production infimes). L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, l'Italie et la République tchèque continuent d'être l'épicentre de la production mondiale de CLT avec une production estimée à 920 000 m³ en 2019.

61. En ce qui concerne les pays de l'EOCAC, deux usines de CLT sont en construction dans la Fédération de Russie, et en Ukraine une usine récemment construite est aujourd'hui en service.

62. Une grande variété de produits désignés sous l'appellation « panneaux de bois massif » (mass timber panels) sont produits en Amérique du Nord, notamment du CLT. Fin 2018, 10 usines de fabrication de panneaux de bois massif étaient en activité sur ce continent (5 au Canada et 5 aux États-Unis), pour une production annuelle totale d'environ 400 000 m³. Fin 2019, 14 usines produisaient des panneaux de bois massif en Amérique du Nord, et trois autres étaient en construction. La capacité de production de ces usines est de 910 000 m³, mais plus de la moitié de cette production concerne des revêtement de sol industriels (plateformes pour équipements lourds). La capacité réelle de production de

panneaux de bois massif pour le bâtiment de l'Amérique du Nord était ainsi d'environ 439 000 m³ en 2019, et elle devrait encore augmenter de 62 000 m³ en 2020.

63. La pandémie de Covid-19 aura des répercussions sur l'évolution du marché en 2020 et en 2021, le sentiment général étant que la plupart des segments du secteur des produits bois à valeur ajoutée connaîtront un déclin avant que les choses ne commencent à s'améliorer, vers la fin de 2021.

IV. Questions à examiner

64. Les États membres sont invités à faire des déclarations concernant les questions et les faits nouveaux importants ayant trait à leur marché national des produits forestiers et à siéger au comité de rédaction de la Déclaration sur les marchés du Comité des forêts et de l'industrie forestière. Le Secrétariat invite les délégations à participer au débat sur la situation du marché en traitant en particulier, dans leur déclaration sur le marché national, les questions suivantes :

- Les conséquences de la situation liée à la COVID-19 sur les forêts et les activités économiques connexes et les mesures mises en œuvre ou prévues pour en atténuer les effets ;
- Les perturbations biotiques et abiotiques subies par les forêts, leurs incidences sur les marchés et le commerce des produits forestiers et les mesures déjà mises en œuvre ou prévues par le pays pour en atténuer les conséquences économiques et écologiques ;
- Les forêts et les activités économiques connexes dans le contexte d'une bioéconomie circulaire ;
- Les mesures relatives aux énergies renouvelables et leurs incidences sur les marchés de produits forestiers.

65. Le Comité est invité à examiner les informations figurant dans le présent document et à proposer d'éventuelles modifications à intégrer dans la version définitive de la Déclaration sur les marchés, qui sera annexée au rapport de la réunion. Des exemplaires de la Déclaration seront mis à la disposition des délégations après que le comité de rédaction en aura révisé le texte.
